Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article1826

Lettre du Cicr au Garde des Seaux pour l'arrÃªt immÃ©diat de la rÃ©pression antisyndicale en Guadeloupe

- ActualitÃ© -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 16 juin 2012

Mis Ã jour le : samedi 16 juin 2012

UGTG.org

Madame **Christiane TAUBIRA**

Ministre de la Justice

13, place VendÃ´me

75001 PARIS

Paris, le 5 juin 2012

Madame le Ministre,

Notre comitÃ© pour la dÃ©fense des droits syndicaux et politiques attire votre attention sur la situation extrÃªmement prÃ©occupante qui se dÃ©veloppe depuis plusieurs annÃ©es en Guadeloupe et qui nâEuros"a cessÃ© jusquâEuros"Ã aujourdâEuros"hui de sâEuros"aggraver.

Nous avons alertÃ© votre prÃ©dÃ©cesseur Ã plusieurs reprises au cours des deux derniÃ¨res annÃ©es par des courriers circonstanciÃ©s, concernant notamment les procÃ¨s en cascade dont sont victimes les militants, responsables syndicaux particuliÃ¨rement sâEuros"agissant de ceux de lâEuros"UGTG. MalgrÃ© notre insistance et la gravitÃ© des faits rapportÃ©s et vÃ©rifiables par tous et, bien entendu, par le ministre de la justice, ces courriers sont restÃ©s, malheureusement, sans rÃ©ponse bien quâEuros"ils aient Ã©tÃ© enregistrÃ©s par les services de votre ministÃ¨re..

Cette situation est si inquiÃ©tante âEuros" il sâEuros"agit dâEuros"une marche Ã la criminalisation de lâEuros"activitÃ© syndicale âEuros" quâEuros"elle a Ã©mu et indignÃ© un trÃ¨s grand nombre de syndicalistes de lâEuros"hexagone. Cinq cents dâEuros"entre eux ont Ã©tÃ© conduits Ã protester publiquement aux mois de mars et dâEuros"avril 2012 afin que cesse cette rÃ©pression anti-syndicale contraire aux conventions de lâEuros"Organisation Internationale du Travail (OIT) dont la France est signataire et pour que soient abandonnÃ©es les poursuites et que soient levÃ©es les sanctions Ã lâEuros"encontre des syndicalistes.

Madame le Ministre,

Avant dâEuros"Ãªtre nommÃ©e aux fonctions de Garde des Sceaux, vous avez manifestÃ© un attachement Ã lâEuros"exercice des libertÃ©s syndicales, tout particuliÃ¨rement Ã lâEuros"occasion du grand mouvement de grÃ¨ve qui a mobilisÃ© la Guadeloupe, il y a deux ans.

Eu Ã©gard au caractÃ¨re urgent de notre dÃ©marche, nous espÃ©rons que vous ferez droit Ã notre demande dâEuros"entrevue, demande soutenue par des centaines de syndicalistes du pays, de toutes opinions attachÃ©s comme nous au libre exercice du droit syndical et des libertÃ©s individuelles.

Nous sommes persuadÃ©s, compte tenu des hautes fonctions qui sont les vÃ´tres aujourdâEuros"hui, que vous aurez Ã cÅ"ur que sâEuros"arrÃªtent les poursuites engagÃ©es contre des militants injustement frappÃ©s par cette rÃ©pression.
Nous vous prions dâEuros"agrÃ©er, Madame le Ministre, lâEuros"expression de notre haute considÃ©ration.

Jean-Jacques MARIE, prÃ©sident, historien

GÃ©rard BAUVERT, secrÃ©taire, journaliste

MaÃ®tre HÃ©lÃ¨ne RUBINSTEIN-CARRERA, avocate honoraire

Alain SERRE, syndicaliste

Je mâEuros"associe Ã cette dÃ©marche :

Nom, PrÃ©nom :

Adresse :

TÃ©lÃ©phone :

Mail :

ResponsabilitÃ© (facultatif) :

CICR : 28 rue des Petites Ecuries 75010 PARIS - TÃ©l : 06 84 23 58 43